

Arrondissement de Grasse

**COMMUNAUTE
D'AGGLOMERATION
SOPHIA ANTIPOLIS**

Siège social:
Hôtel de Ville
Cours Massena - CS 82205
06605 ANTIBES CEDEX

Effectif légal	Présents	Procurations + Absents
25	21	4

N° de la séance : 22

Objet de la délibération : Direction Habitat
Logement - Roquefort les Pins -
Encadrement de la commercialisation et
de l'occupation d'un programme 12
logements en accession sociale et
encadrée à la propriété- "LES CLAPS II" -
Convention de partenariat avec ERILIA

- Original
 - Expédition certifiée conforme à l'original
- Pour le Président,
Le Directeur Général des Services

Stéphane PINTRE

N° Enregistrement : BC.2021.214

Date de la convocation :

Le 30/11/2021

Certifié exécutoire compte tenu

de l'affichage
en date du **14 DEC. 2021**

de la réception s/Préfecture
en date du **14 DEC. 2021**

Pour le Président,
La Responsable de Service


Corinne SAINTE

**EXTRAIT DU REGISTRE
DES DELIBERATIONS DU BUREAU
DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION
SOPHIA ANTIPOLIS**

Séance du 06 décembre 2021

L'an deux mil vingt et un et le 06 décembre à 10h30, le Bureau Communautaire de la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis, régulièrement convoqué conformément aux dispositions des articles L. 5211-1, L. 2121-10 et L. 2121-12 du Code Général des Collectivités Territoriales, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, Espaces du Fort carré – avenue du 11 novembre à Antibes, sous la présidence de Monsieur Jean LEONETTI, Président de la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis, Maire d'Antibes Juan Les Pins.

PRESENTS :

Jean LEONETTI, Joseph CESARO, Jean-Pierre DERMIT, Jean-Bernard MION, Michel ROSSI, Gérald LOMBARDO, Frédéric POMA, François WYSZKOWSKI, Thierry OCCELLI, Jean-Pierre MASCARELLI, Eric MELE, Sophie NASICA, Gilbert TAULANE, Gilbert HUGUES, Richard THIERY, Marc Malfatto, Dominique TRABAUD, Jean-Paul ARNAUD, Georges TOSSAN, René TRASTOUR, Alexis ARGENTI

ABSENTS :

Kevin LUCIANO, Lionnel LUCA, Emmanuel DELMOTTE, Jean-Pierre CAMILLA

Madame NASICA,

Conformément aux fiches actions n° 9 et n° 10 de son Programme Local de l'Habitat (PLH) 2020-2025, la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis (CASA) a souhaité maintenir et accentuer sa politique de développement en matière d'accession sociale et encadrée à la propriété, permettant une diversification de l'offre de logements et une fluidification du parcours résidentiel.

La commune de Roquefort les Pins mène également une politique forte en faveur de l'accession à prix maîtrisés, afin de favoriser le parcours résidentiel de ses habitants.

Le programme immobilier, objet de la présente délibération, se situe chemin des Lisets à Roquefort les Pins en secteur UA sur un emplacement faisant l'objet d'une servitude de mixité sociale n° 3 inscrite au PLU de la commune de Roquefort les Pins.

Le projet prévoit la réalisation, par l'opérateur social ERILIA, d'un ensemble immobilier de 40 logements dont 28 logements locatifs sociaux, 8 logements en accession encadrée et 4 logements en location accession (PSLA).

La présente délibération a pour objet de fixer les modalités spécifiques de commercialisation et d'encadrement des deux dispositifs en accession proposés sur cette opération immobilière pour les 8 logements en accession encadrée à la propriété et des 4 logements en PSLA labélisés CASA.

Ces 12 logements sont destinés à des personnes physiques, primo accédant, sous conditions de plafonds de ressources. Ils sont orientés vers des candidats qui vivent et/ou travaillent sur le territoire de la CASA et dont les moyens financiers ne permettent pas d'acquérir de logements correspondant à leurs besoins dans les programmes libres commercialisés dans ce secteur.

Une convention est proposée pour chaque dispositif :

- PSLA (4 logements)
- Accession encadrée (8 logements)

Vu la loi n° 84-595 du 12 juillet 1984 définissant la location accession à la propriété immobilière ;

Vu le décret n° 2004-286 du 26 mars 2004 relatif aux conditions d'octroi des prêts conventionnés pour des opérations de location-accession à la propriété immobilière et modifiant le code de la construction et de l'habitation ;

Vu la délibération n° CC.2011.072 du Conseil Communautaire du 11 juillet 2011 relative au partenariat avec les opérateurs publics ou privés pour la production de logements en accession à la propriété ;

Vu la délibération n° CC.2018.143 du Conseil Communautaire du 28 juin 2018 par laquelle la CASA a approuvé, dans le cadre de la délégation des aides à la pierre et du soutien de l'accession sociale à la propriété, les modalités d'une participation financière complémentaire de 1 000 € par logement PSLA labélisé CASA au profit des opérateurs ;

Vu la délibération du Conseil communautaire n° CC.2020.006 du 17 juillet 2020 déléguant au Bureau communautaire, le soin d'approuver les conventions de partenariat pour la réalisation de programmes de logements en accession encadrée, accession sociale et en bail réel solidaire, avec les opérateurs publics ou privés, ainsi que leurs avenants ;

Considérant les objectifs de mixité du Programme Local de l'Habitat 2020-2025 de la CASA ;

Considérant la mise en place, par les pouvoirs publics, d'un ensemble de mesures visant à favoriser le développement de l'accession sociale et encadrée à la propriété notamment le prêt à taux zéro (PTZ) et le prêt social location-accession (PSLA) dans lequel ce projet s'inscrit ;

Considérant la volonté de la commune de Roquefort les Pins de favoriser la production de logements en accession sociale destinés aux actifs locaux ayant des difficultés à devenir propriétaire sur le marché libre dans ce secteur ;

Considérant les obligations du PLU de la commune de Roquefort les Pins sur ce secteur ;

Considérant les difficultés rencontrées par les ménages aux revenus modestes pour acquérir un logement sur son territoire ;

Considérant l'intérêt général et les contraintes engendrées par la pénurie de logements, les prix du foncier et du marché libre de l'accession ;

Considérant la volonté de la CASA de mettre en œuvre un partenariat avec la société ERILIA afin de fixer les modalités spécifiques d'encadrement de l'opération immobilière pour la partie dédiée à l'accession sociale et encadrée à la propriété labélisée CASA ;

Considérant le fait que les 12 logements proposés en accession sociale et encadrée à la propriété s'inscrivent parfaitement dans les conditions d'encadrement définis dans le PLH de la CASA 2020-2025 ;

Il est proposé au Bureau communautaire :

- d'approuver les deux conventions de partenariat entre la CASA et la société ERILIA, fixant les modalités spécifiques de commercialisation et d'encadrement de 12 logements en accession sociale et encadré à la propriété; ainsi que les grilles de prix et les critères d'évaluation du SCORING, dont les projets sont joints en annexe ;
- d'autoriser Monsieur le Président à signer lesdites conventions telle qu'annexées à la délibération.

LE BUREAU COMMUNAUTAIRE, OUI L'EXPOSE DE LA VICE-PRESIDENTE ET APRES EN AVOIR DELIBERE, A L'UNANIMITE, DECIDE :

- d'approuver les deux conventions de partenariat entre la CASA et la société ERILIA, fixant les modalités spécifiques de commercialisation et d'encadrement de 12 logements en accession sociale et encadré à la propriété; ainsi que les grilles de prix et les critères d'évaluation du SCORING, dont les projets sont joints en annexe ;
- d'autoriser Monsieur le Président à signer lesdites conventions telle qu'annexées à la délibération.

AINSI FAIT ET DELIBERE
A ANTIBES LE 06 décembre 2021
Suivent les signatures
Pour extrait certifié conforme,

Le Président,



Jean LEONETTI

**Convention de partenariat entre la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis et la SA
d'HLM ERILIA**

**Réalisation de 8 logements en accession encadrée à la propriété
« LE HAMEAU DES CLAPS II » à Roquefort les Pins**

ENTRE

La Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis (CASA) ayant son siège à la mairie d'Antibes, cours Masséna, 06600 Antibes, représentée par Monsieur Jean LEONETTI, Président agissant au nom et pour le compte de la Communauté d'Agglomération et autorisé à signer la présente convention par délibération du Bureau Communautaire en date du 6 décembre 2021 ;
Ci-après dénommée la CASA

ET

ERILIA dont le siège est situé, 72 bis rue Perrin-Solliers 13006 Marseille, représentée par son Directeur Général Monsieur Frédéric LAVERGNE, agissant au nom et pour le compte de ladite société ;

Préambule :

La commune de Roquefort les Pins et la CASA mènent une politique forte en faveur de l'accèsion à prix maîtrisés.

La CASA, dans le cadre de son Programme Local de l'Habitat 2020- 2025 et de ses fiches actions n°9 et n°10, est acteur du développement de l'offre de logement en accession sociale et encadrée à la propriété, par une démarche d'accompagnement des communes et des opérateurs dans la pré-commercialisation des programmes et le suivi de l'occupation des logements.

Le projet consiste à la réalisation, par l'opérateur social ERILIA, d'un ensemble immobilier de 40 logements dont 28 logements locatifs sociaux, 8 logements en accession encadrée et 4 logements en location accession (PSLA).

Le site se trouve à l'entrée de la ville de Roquefort les Pins en bordure de la route départementale 2085, à proximité du centre village.

La présente convention concerne l'encadrement de la commercialisation et de l'occupation des 8 logements en accession encadrée labélisés CASA.

Ces 8 logements sont destinés, à l'occupation à titre de résidence principale, à des personnes physiques, primo accédants, sous de plafond de ressources et orientés vers des candidats qui

vivent et ou travaillent sur le territoire de la CASA dont les moyens financiers ne permettent pas d'acquérir de logements correspondants à leurs besoins dans les programmes libres, commercialisés dans ce secteur.

Article 1 - Objet de la convention

La CASA a décidé de collaborer avec la SA d'ERILIA dans les conditions définies par la présente convention qui a pour objet :

- De fixer les modalités spécifiques de commercialisation et d'encadrement de l'opération immobilière destinée à l'accession encadrée à la propriété ;
- De définir les rôles de chacun des partenaires ;
- D'arrêter les obligations et les engagements relatifs à la commercialisation des logements en conformité avec les objectifs de la CASA, garantissant l'égalité de traitement des citoyens en s'appuyant sur une définition de hiérarchisation de l'ordre de traitement des candidats acquéreurs ;
- D'assurer aux ménages concernés le meilleur service d'assistance et de conseil, dans leur démarche d'accession à la propriété.

Article 2 - Durée

La présente convention entre en vigueur une fois signée et revêtue de son caractère exécutoire à sa signature et pour une durée de **15 ans** suivant la livraison du bâtiment.

Article 3 - Présentation de l'opération

Le programme collectif labellisé « CERQUAL NF HABITAT HQE », dédié à l'accession encadrée à la propriété comporte 8 logements répartis de la manière suivante :

- 2 T2 de 46.90 m² à 51.60 m² de surface habitable
- 2 T3 de 61.70 m² à 68.40 m² de surface habitable.
- 4 T4 de 76.70 m² à 81.40 m² de surface habitable.

Le prix de vente moyen des logements n'excèdera pas **3 400 € TTC/m²** de surface habitable parking compris (cf. Grille de prix en annexe n°1a*).

Les ventes seront assorties d'une clause anti-spéculative à partir de la date de la signature du premier acte de vente et pendant le délai de 15 ans suivant la livraison du logement.

**Grille de prix provisoire, ces prix pourront être modulés à partir du moment où la moyenne des prix de vente au m² de l'ensemble des logements en PSLA n'excède pas 3 400 € TTC/m² SHAB.*

Article 4 - Critères impératifs à respecter par les candidats acquéreurs en accession encadrée à la propriété

- Le candidat ne doit pas avoir été propriétaire de sa résidence principale durant les deux dernières années fiscales ;

- L'achat doit être destiné à être la résidence principale de l'acquéreur pendant 15 ans à compter de la livraison du logement ;
- Le revenu fiscal de référence du candidat doit être sous plafond de ressources PLS +30% (année N-2) ;
- L'acquéreur doit être une personne physique.

Article 5 - Processus de recherche des candidats acquéreurs

La CASA informe les candidats issus de son fichier de demandeurs en accession à la propriété de la possibilité offerte d'acquérir sous certaines conditions des biens en accession encadrée au sein de l'opération visée aux présentes.

Les partenaires signataires de la présente convention sont libres de communiquer comme bon leur semble sur le projet pour autant que le dispositif de candidature à l'accession, ci-dessous décrit, soit scrupuleusement respecté et que les supports de communication soient validés d'un commun accord par, la CASA, la Commune de Roquefort les Pins et ERILIA.

Les postulants font acte de candidature à l'accession en retirant un dossier auprès de la CASA, à compter de la date prévue de lancement de pré-commercialisation.

La CASA joue le rôle de guichet unique d'information auprès des candidats.

Pendant une période d'un mois suivant le lancement de la commercialisation des 8 logements en accession encadrée, les candidats pourront retirer et remettre par recommandé avec accusé de réception, leur dossier rempli, signé et accompagné des pièces justificatives demandées, à un huissier de justice missionné par ERILIA.

L'huissier missionné par ERILIA vérifie si les dossiers sont complets, les enregistre, puis les transmet à la CASA.

La CASA contrôle l'éligibilité des candidats au dispositif en accession encadrée à la propriété.

La CASA établit la liste des candidats par ordre décroissant de nombre de points obtenus selon un scoring prédéfini en fonction des priorités de la collectivité (cf. fiche jointe en annexe n°2), prenant en compte :

- Le n° d'enregistrement délivré par l'huissier de justice
- L'équilibre générationnel
- Le lieu de résidence (Commune /CASA)
- La nature du logement (Social sur CASA - décohabitation parents / enfants Commune)
- Le lieu de travail (Commune/CASA)
- Les plafonds de ressources (PLAI, PLUS, PLS)
- L'adéquation de la taille du foyer à la typologie du logement demandé

La commission communautaire de proposition de candidats (CCPC) de la CASA valide le classement de traitement commercial des candidatures.

Article 6 - Traitement Commercial des Candidats

1. La CASA adresse à ERILIA les dossiers de candidatures dans l'ordre commercial arrêté par la Commission Communautaire de Proposition de Candidatures (CCPC).
2. Les dossiers sont examinés par ERILIA, exclusivement dans l'ordre déterminé par la CCPC.
3. Le candidat est convoqué par ERILIA à un rendez-vous commercial et est invité à signer un contrat de réservation pour un logement disponible, avec condition suspensive d'obtention d'un prêt et délai de rétractation de 10 jours prévu par la loi, à la réception de la notification du contrat signé et adressé par courrier RAR.
4. Chaque semaine, ERILIA informe la CASA des signatures de contrats de réservation ainsi que des dossiers non finançables ou des renoncations des candidats acquéreurs ne souhaitant pas donner suite à leur projet d'acquisition.
5. Dans l'hypothèse où, après l'accord de l'organisme de prêt, le ménage renoncerait à l'opération ou si les conditions suspensives ne pouvaient pas être levées, les partenaires en informent la CASA.
6. Après signature des contrats de réservation et en cas de désistement d'un acquéreur, ERILIA informe la CASA dans les meilleurs délais.

Article 7 - Obligations des parties

7-a ERILIA s'engage à :

- Remettre à la CASA le projet type des contrats de réservation puis les actes de vente en état futur d'achèvement des logements vendus en accession encadrée, les projets cadre de contrat de réservation et acte de vente devant être validés en concertation avec la CASA.
- Veiller à ce que leurs conseillers commerciaux disposent des renseignements nécessaires et d'une formation suffisante pour garantir une bonne information aux ménages.
- Accompagner les candidats tout au long de leurs démarches.
- Mandater à ses frais un huissier de justice chargé d'enregistrer et de vérifier la complétude des dossiers de candidatures.
- Respecter l'ordre de traitement commercial des candidatures communiquées par la CASA et validées par la CCPC.
- Signer des contrats de réservation de logements avec les ménages éligibles au dispositif (critères rappelés ci-dessous) en accession encadrée CASA et en respectant l'ordre de traitement commercial communiqué par la CASA et validé par la CCPC.
 - ✓ L'acquéreur doit être uniquement une personne physique ;

- ✓ L'achat doit être destiné à la résidence principale de l'acquéreur ;
- ✓ Le candidat doit être sous plafond PLS + 30% pour l'année N-2 à la date de la signature du contrat préliminaire pour l'accession encadrée à la propriété.
- ✓ Le candidat ne doit pas avoir été propriétaire de sa résidence principale durant les deux dernières années fiscales
- Assurer un prix de vente maximum de **3 400 € TTC /m²** de surface habitable parking compris pour l'accession encadrée.
- Assortir les ventes d'une clause anti-spéculative d'une durée de 15 ans.

7-b La CASA s'engage à :

- Informer les candidats issus de son fichier de demandeurs, du programme faisant l'objet de la présente convention.
- Contrôler l'éligibilité des candidats au dispositif en accession encadrée à la propriété.
- Assurer le contrôle de la clause d'affectation à titre de résidence principale du logement pendant 15 ans à compter de la livraison.

Article 8 - Affectation du logement

Article 8-a Cas général

Pendant un délai de 15 ans à compter de la première remise des clefs qui sera faite lors de la livraison initiale du logement, l'acquéreur devra occuper le logement à titre de résidence principale.

Sera considéré comme résidence principale, le logement occupé au moins huit mois par an.

En conséquence, le logement acquis ne pourra, même partiellement, être :

- Transformé en locaux commerciaux ou professionnels,
- Affecté à la location meublée ou non, ou à la location saisonnière,
- Utilisé comme résidence secondaire.

Cette occupation à titre de résidence principale devra se poursuivre dans les conditions ci-dessus exposées pendant un délai de 15 ans à compter de la première remise des clefs qui sera faite lors de la livraison initiale du logement.

En cas de pluralité d'acquéreurs d'un même logement, les obligations ci-dessus exposées s'imposent à chacun d'eux.

Cette obligation d'occupation s'impose également à tous les propriétaires successifs jusqu'au terme des 15 ans de la clause d'affectation du logement en tant que résidence principale.

ERILIA s'engage à reprendre cet article dans les contrats de réservation-et actes de vente.

Ce dispositif fera l'objet d'une mention spéciale au service de publicité foncière compétent.

Article 8-b Cas particuliers dans lesquels la mise en location est possible

Pendant ce délai de 15 ans à compter de la première remise des clefs qui sera faite lors de la livraison initiale du logement, la mise en location ne sera possible qu'après information auprès de la CASA, et dans les seuls cas suivants :

- Mobilité ou mutation professionnelle dûment justifiée dans un rayon de plus de 70 Km, de l'acquéreur ou son conjoint, pacsé ou concubin même s'il n'est pas propriétaire ;
- Décès du ou des acquéreurs ou son conjoint, pacsé ou concubin même s'il n'est pas propriétaire ;
- Incapacité ou invalidité permanente du ou des acquéreurs reconnus.

En dehors des cas énoncés ci-dessus, la mise en location est interdite et conduira à l'application des sanctions énoncées à Article 9 -Contrôle de la résidence principale et conséquences en cas de manquement.

Cette capacité de louer ne dégage pas l'accédant de ses obligations liées aux prêts aidés qu'il aurait contractés, ni de la remise en cause par l'administration fiscale du taux de TVA réduit.

Dans ces hypothèses de location, et pendant un délai de 15 ans à compter de la première remise des clefs qui sera faite lors de la livraison initiale du logement, le loyer ne devra en tout état de cause pas excéder celui qui serait dû dans le cadre de la réglementation PLS, soit - ou au cas où cette référence viendrait à disparaître, la somme de **10.51 €** (valeur 2021) le mètre carré de surface utile indexée sur l'indice de référence des loyers.

En outre, le logement non meublé ne pourra être loué qu'à des personnes physiques dont les ressources de l'année N-2, n'excèdent pas les plafonds PLS pour l'attribution des logements locatifs sociaux, à titre de résidence principale et occupé au moins huit mois par an.

ERILIA s'engage à reprendre cet article dans les contrats de réservation et actes de vente.

Ce dispositif fera l'objet d'une mention spéciale au service de publicité foncière compétent.

Article 9 - Contrôle de la résidence principale et conséquences en cas de manquement

Article 9- a Cas général

Afin de procéder au contrôle du respect de l'occupation du logement en tant que résidence principale, la CASA ou l'ADIL 06 à qui la CASA aurait délégué cette mission, auront, durant le délai de 15 ans à compter de la première remise des clefs qui sera faite lors de la livraison initiale du logement, la possibilité de demander annuellement la transmission, par les acquéreurs, toutes les informations et tous les documents nécessaires au plein exercice de ce contrôle (taxe d'habitation, taxe foncière, avis d'imposition sur les revenus...).

Le non-respect de la clause d'affectation à titre de résidence principale, de même que la non-transmission des justificatifs demandés, entraîneront une information de la part de la CASA ou de l'ADIL 06 auprès des services fiscaux et du ou des organismes prêteurs, d'un ou plusieurs prêts aidés par l'Etat, des conditions d'occupation du logement.

Et

Le non-respect de la clause d'affectation à titre de résidence principale, de même que la non-transmission des justificatifs demandés, entraîneront l'application automatique d'une pénalité annuelle de 200 € par mètre carré de surface habitable au profit de la CASA, sans préjudice de l'exercice par le vendeur d'une action en résolution de la vente.

ERILIA s'engage à reprendre cet article dans les contrats de réservation et actes de vente.

Ce dispositif fera l'objet d'une mention spéciale au service de publicité foncière compétent.

Article 9 -b Cas particulier du contrôle du respect des conditions de l'autorisation de la mise en location

Afin de procéder au contrôle du respect des conditions de l'autorisation de la mise en location, le vendeur, la CASA ou l'ADIL 06 à qui la CASA aurait délégué cette mission, auront, durant le délai de 15 ans à compter de la première remise des clefs qui sera faite lors de la livraison initiale du logement, la possibilité de demander annuellement la transmission par les acquéreurs d'une copie du bail afin de s'assurer que le loyer pratiqué est bien conforme à ce qui est stipulé précédemment et la transmission de l'avis d'imposition de l'année N-2 du locataire au moment de son entrée dans les lieux, afin de vérifier que celui-ci répond bien aux critères de ressources.

Le non-respect des conditions particulières de mise en location, de même que la non-transmission des justificatifs demandés, entraîneront une information de la part de la CASA ou de l'ADIL 06 auprès des services fiscaux et du ou des organismes prêteurs, d'un ou plusieurs prêts aidés par l'Etat, des conditions d'occupation du logement.

Et

Le non-respect des conditions particulières de mise en location, de même que la non-transmission des justificatifs demandés, entraîneront l'application automatique d'une pénalité annuelle de 200 € par mètre carré de surface habitable au profit de la CASA, sans préjudice de l'exercice par le vendeur d'une action en résolution de la vente.

ERILIA s'engage à reprendre cet article dans les contrats de réservation et actes de vente.

Ce dispositif fera l'objet d'une mention spéciale au service de publicité foncière compétent.

Article 10- Revente du logement

Afin que le logement conserve son caractère social pendant le délai de 15 ans suivant sa première mise en vente, les reventes devront respecter la procédure ci-dessous.

Article 10-a Plafonnement du prix de revente

A partir de la date de la signature du premier acte de vente et pendant le délai de 15 ans, toute mutation quelle qu'elle soit ne pourra être consentie à un prix supérieur au prix d'acquisition TTC

actualisé en fonction de l'évolution de l'indice INSEE du coût de la construction (l'indice de base étant le dernier publié au jour de l'acquisition et l'indice de révision, le dernier publié au jour de la notification par l'accédant de son intention de vendre).

ERILIA s'engage à reprendre cet article dans les contrats de réservation et actes de vente.

Ce dispositif fera l'objet d'une mention spéciale au service de publicité foncière compétent.

Article 10-b Revente du logement

Si le propriétaire l'autorise la CASA propose la recherche d'un acquéreur répondant aux critères ci-dessous :

- ✓ Personne physique
- ✓ Sous conditions de plafonds de ressources PLS+30% pour l'accession encadrée.

Néanmoins, dans le cas où aucun candidat acquéreur répondant aux critères ci-dessus ne serait trouvé dans un délai de **trois mois** à partir de la date de mise en publicité de l'annonce de revente du logement par la CASA, le propriétaire pourra vendre son logement à un tiers répondant aux critères ci-dessus, au prix de vente déterminé à l'article 10-a-plafonnement du prix de revente.

Ce tiers acquéreur s'engagera à affecter le bien à sa résidence principale pour le temps restant à courir jusqu'à l'écoulement du délai de 15 ans d'obligation d'occupation en tant que résidence principale du logement.

ERILIA s'engage à reprendre cet article dans les contrats de réservation et actes de vente.

L'ensemble de cet article fera l'objet d'une mention spéciale au service de publicité foncière compétent.

Article 11 - Modalités de suivi de la convention

ERILIA transmettra à la demande de la CASA un état d'avancement hebdomadaire des contrats de réservation (cf. article 6 de la présente convention) et un bilan final à la fin de la commercialisation.

A l'issue d'une période de 4 mois à compter du lancement de la commercialisation, pour les logements qui ne sont pas réservés, la procédure de commercialisation deviendra, si besoin et d'un commun accord avec les parties, la suivante :

- Abandon du dépôt du dossier de candidature auprès d'un huissier de justice
- Les candidats pourront prendre contact directement avec l'opérateur en charge de la vente des logements.

Les conditions d'éligibilités initiales restent inchangées telles que rappelées ci-dessous :

- Le candidat personne physique, s'engage à affecter le logement à la résidence principale aux conditions inscrites dans la présente convention
- Le candidat est primo accédant au sens indiqué dans la présente convention

- Le revenu fiscal de référence du ou des candidats est sous plafond de ressource PLS+30% pour l'accession encadrée (année n-2).

Toutes les conditions d'occupation du logement s'imposent aux candidats issus de cette procédure.

Le prix plafond des logements reste conforme aux conditions initiales de la présente convention.

Article 12 - Avenants

Toute modification des conditions ou des modalités d'exécution de la présente convention, définie d'un commun accord entre les parties, fera l'objet d'un avenant.

Celui-ci précisera les éléments modifiés de la convention, sans que ceux-ci ne puissent conduire à remettre en cause les objectifs généraux définis à l'article 1er.

Fait à Sophia Antipolis le,

en 2 exemplaires,

Pour l'Opérateur
ERILIA
Le Directeur Général

Pour la Communauté
d'Agglomération Sophia
Antipolis
Le Président

Frédéric LAVERGNE

Jean LEONETTI

**Convention de partenariat entre la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis, et la SA
d'HLM ERILIA**
Réalisation de 4 logements en accession sociale à la propriété (PSLA)
« LE HAMEAU DES CLAPS II » à Roquefort les Pins

ENTRE

La Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis (CASA) ayant son siège à la mairie d'Antibes, cours Masséna, 06600 Antibes, représentée par Monsieur Jean LEONETTI, Président agissant au nom et pour le compte de la Communauté d'Agglomération et autorisé à signer la présente convention par délibération du Bureau Communautaire en date du 6 décembre 2021 ;
Ci-après dénommée la CASA

ET

ERILIA dont le siège est situé, 72 bis rue Perrin-Solliers 13006 Marseille, représentée par son Directeur Général Monsieur Frédéric LAVERGNE, agissant au nom et pour le compte de ladite société ;

Préambule :

La commune de Roquefort les Pins et la CASA mènent une politique forte en faveur de l'accession à prix maîtrisés.

La CASA, dans le cadre de son Programme Local de l'Habitat 2020- 2025 et de ses fiches actions n°9 et n°10, est acteur du développement de l'offre de logement en accession sociale et encadrée à la propriété, par une démarche d'accompagnement des communes et des opérateurs dans la pré-commercialisation des programmes et le suivi de l'occupation des logements.

Le projet consiste à la réalisation, par l'opérateur social ERILIA, d'un ensemble immobilier de 40 logements dont 28 logements locatifs sociaux, 8 logements en accession encadrée et 4 logements en location accession (PSLA).

Le site se trouve à l'entrée de la ville de Roquefort les Pins en bordure de la route départementale 2085, à proximité du centre village.

La présente convention concerne, l'encadrement de la commercialisation et de l'occupation des 4 logements en accession sociale (PSLA) labélisés CASA.

Ces 4 logements sont destinés à l'occupation, à titre de résidence principale, à des personnes physiques, primo accédants, sous de plafond de ressources et orientés vers des candidats qui vivent et /ou travaillent sur le territoire de la CASA dont les moyens financiers ne permettent pas d'acquérir de logements correspondants à leurs besoins dans les programmes libres, commercialisés dans ce secteur.

Article 1 - Objet de la convention

La CASA a décidé de collaborer avec la SA d'HLM ERILIA dans les conditions définies par la présente convention qui a pour objet :

- De fixer les modalités spécifiques de commercialisation et d'encadrement de l'opération immobilière destinée à l'accession encadrée à la propriété ;
- De définir les rôles de chacun des partenaires ;
- D'arrêter les obligations et les engagements relatifs à la commercialisation des logements en conformité avec les objectifs de la CASA, garantissant l'égalité de traitement des citoyens en s'appuyant sur une définition de hiérarchisation de l'ordre de traitement des candidats acquéreurs ;
- D'assurer aux ménages concernés le meilleur service d'assistance et de conseil, dans leur démarche d'accession à la propriété.

Article 2 - Durée

La présente convention entre en vigueur une fois signée et revêt son caractère exécutoire à sa signature pour une durée de **15 ans** suivant la livraison du bâtiment.

Article 3 - Présentation de l'opération

Le programme collectif labellisé « CERQUAL NF HABITAT HQE », dédié à l'accession sociale (PSLA) à la propriété comporte 4 logements répartis de la manière suivante :

- 4 T4 de 77.60 m² et 81 m² de surface habitable.

Le prix de vente moyen des logements n'excèdera pas **2 900 € TTC/m²** de surface habitable parking compris (cf. Grille de prix en annexe n°1b*).

Les ventes seront assorties d'une clause anti-spéculative à partir de la date de la signature du premier acte de vente et pour une durée courant sur une période de 15 ans après la livraison du logement.

**Grille de prix provisoire, ces prix pourront être modulés à partir du moment où la moyenne des prix de vente au m² de l'ensemble des logements en PSLA n'excède pas 2 900 € TTC/m² SHAB.*

Article 4 - Critères impératifs à respecter par les candidats acquéreurs en accession encadrée à la propriété

- Le candidat ne doit pas avoir été propriétaire de sa résidence principale durant les deux dernières années fiscales,

- L'achat doit être destiné à être la résidence principale de l'acquéreur pendant 15 ans à compter de la livraison du logement,
- Le revenu fiscal de référence du candidat doit être sous plafond de ressources PSLA (année N-2),
- L'acquéreur doit être une personne physique.

Article 5 - Processus de recherche des candidats acquéreurs

La CASA informe les candidats issus de son fichier de demandeurs en accession à la propriété de la possibilité offerte d'acquérir sous certaines conditions des biens en accession encadrée au sein de l'opération visée aux présentes.

Les partenaires signataires de la présente convention sont libres de communiquer comme bon leur semble sur le projet pour autant que le dispositif de candidature à l'accession, ci-dessous décrit, soit scrupuleusement respecté et que les supports de communication soient validés d'un commun accord par, la CASA, la Commune de Roquefort les Pins et ERILIA.

Les postulants font acte de candidature à l'accession en retirant un dossier auprès de la CASA, à compter de la date prévue de lancement de pré-commercialisation.

La CASA joue le rôle de guichet unique d'information auprès des candidats.

Pendant une période d'un mois suivant le lancement de la commercialisation des 4 logements en accession sociale (PSLA), les candidats pourront retirer et remettre par recommandé avec accusé de réception, leur dossier rempli, signé et accompagné des pièces justificatives demandées, à un huissier de justice missionné par ERILIA.

L'huissier missionné par ERILIA vérifie si les dossiers sont complets, les enregistre, puis les transmet à la CASA.

La CASA contrôle l'éligibilité des candidats au dispositif en accession encadrée à la propriété.

La CASA établit la liste des candidats par ordre décroissant de nombre de points obtenus selon un scoring prédéfini en fonction des priorités de la collectivité (cf. fiche jointe en annexe n°2), prenant en compte :

- Le n° d'enregistrement délivré par l'huissier de justice
- L'équilibre générationnel
- Le lieu de résidence (Commune /CASA)
- La nature du logement (Social sur CASA - décohabitation parents / enfants Commune)
- Le lieu de travail (Commune/CASA)
- Les plafonds de ressources (PLAI, PLUS, PLS)
- L'adéquation de la taille du foyer à la typologie du logement demandé

La commission communautaire de proposition de candidats (CCPC) de la CASA valide le classement de traitement commercial des candidatures.

Article 6 - Traitement Commercial des Candidats

1. La CASA adresse à ERILIA les dossiers de candidatures dans l'ordre commercial arrêté par la Commission Communautaire de Proposition de Candidatures (CCPC).
2. Les dossiers sont examinés par ERILIA, exclusivement dans l'ordre déterminé par la CCPC.
3. Le candidat est convoqué par ERILIA à un rendez-vous commercial et est invité à signer un contrat préliminaire de location accession pour un logement disponible, avec condition suspensive d'obtention d'un prêt et délai de rétractation de 10 jours prévu par la loi, à la réception de la notification du contrat signé et adressé par courrier RAR.
4. Chaque semaine, ERILIA informe la CASA des signatures de contrats préliminaires de location accession ainsi que des dossiers non finançables ou des renoncations des candidats acquéreurs ne souhaitant pas donner suite à leur projet d'acquisition.
5. Dans l'hypothèse où, après l'accord de l'organisme de prêt, le ménage renoncerait à l'opération ou si les conditions suspensives ne pouvaient pas être levées, les partenaires en informent la CASA.
6. Après signature des contrats préliminaires de location accession et en cas de désistement d'un acquéreur, ERILIA informe la CASA dans les meilleurs délais.

Article 7 - Obligations des parties

7-a ERILIA s'engage à :

- Remettre à la CASA le projet type des contrats préliminaires de location accession, les contrats de location accession puis les actes de levée d'option d'achat des logements vendus en PSLA, les projets devant être validés en concertation avec la CASA.
 - Veiller à ce que leurs conseillers commerciaux disposent des renseignements nécessaires et d'une formation suffisante pour garantir une bonne information aux ménages.
 - Accompagner les candidats tout au long de leurs démarches.
 - Mandater à ses frais un huissier de justice chargé d'enregistrer et de vérifier la complétude des dossiers de candidatures.
 - Respecter l'ordre de traitement commercial des candidatures communiquées par la CASA et validées par la CCPC.
 - Signer des contrats de réservation de logements avec les ménages éligibles au dispositif (critères rappelés ci-dessous) en accession encadrée CASA et en respectant l'ordre de traitement commercial communiqué par la CASA et validé par la CCPC.
- ✓ L'acquéreur doit être uniquement une personne physique ;

- ✓ L'achat doit être destiné à la résidence principale de l'acquéreur ;
- ✓ Le candidat doit être sous plafond PSLA pour l'année N-2 à la date de la signature du contrat préliminaire de location accession (ou du contrat de location accession à défaut de contrat préliminaire).
- ✓ Le candidat ne doit pas avoir été propriétaire de sa résidence principale durant les deux dernières années fiscales
- Assurer un prix de vente maximum de **2 900 € TTC /m²** de surface habitable parking compris pour l'accession encadrée.
- Assortir les ventes d'une clause anti-spéculative d'une durée de 15 ans.

7-b La CASA s'engage à :

- Informer les candidats issus de son fichier de demandeurs, du programme faisant l'objet de la présente convention.
- Contrôler l'éligibilité des candidats au dispositif en accession encadrée à la propriété.
- Assurer le contrôle de la clause d'affectation à titre de résidence principale du logement pendant 15 ans à compter de la livraison.

Article 8 - Affectation du logement

Article 8-a Cas général

Pendant un délai de 15 ans à compter de la première remise des clefs qui sera faite lors de la livraison initiale du logement, l'acquéreur devra occuper le logement à titre de résidence principale.

Sera considéré comme résidence principale, le logement occupé au moins huit mois par an.

En conséquence, le logement acquis ne pourra, même partiellement, être :

- Transformé en locaux commerciaux ou professionnels,
- Affecté à la location meublée ou non, ou à la location saisonnière,
- Utilisé comme résidence secondaire.

Cette occupation à titre de résidence principale devra se poursuivre dans les conditions ci-dessus exposées pendant un délai de 15 ans à compter de la première remise des clefs qui sera faite lors de la livraison initiale du logement.

En cas de pluralité d'acquéreurs d'un même logement, les obligations ci-dessus exposées s'imposent à chacun d'eux.

Cette obligation d'occupation s'impose également à tous les propriétaires successifs jusqu'au terme des 15 ans de la clause d'affectation du logement en tant que résidence principale.

ERILIA s'engage à reprendre cet article dans les contrats de réservation, contrats de location accession et actes de vente.

Ce dispositif fera l'objet d'une mention spéciale au service de publicité foncière compétent.

Article 8-b Cas particuliers dans lesquels la mise en location est possible

Pendant ce délai de 15 ans à compter de la première remise des clefs qui sera faite lors de la livraison initiale du logement, la mise en location ne sera possible qu'après, la levée d'option d'achat, l'information de la CASA, et dans les seuls cas suivants :

- Mobilité ou mutation professionnelle dûment justifiée dans un rayon de plus de 70 Km, de l'acquéreur ou son conjoint, pacsé ou concubin même s'il n'est pas propriétaire ;
- Décès du ou des acquéreurs ou son conjoint, pacsé ou concubin même s'il n'est pas propriétaire ;
- Incapacité ou invalidité permanente du ou des acquéreurs reconnus.

En dehors des cas énoncés ci-dessus, la mise en location est interdite et conduira à l'application des sanctions énoncées à Article 9 - Contrôle de la résidence principale et conséquences en cas de manquement.

Cette capacité de louer ne dégage pas l'accédant de ses obligations liées aux prêts aidés qu'il aurait contractés, ni de la remise en cause par l'administration fiscale du taux de TVA réduit.

Dans ces hypothèses de location, et pendant un délai de 15 ans à compter de la première remise des clefs qui sera faite lors de la livraison initiale du logement, le loyer ne devra en tout état de cause pas excéder celui qui serait dû dans le cadre de la réglementation PLS, soit - ou au cas où cette référence viendrait à disparaître, la somme de **10.51 €** (valeur 2021) le mètre carré de surface utile indexée sur l'indice de référence des loyers.

En outre, le logement non meublé ne pourra être loué qu'à des personnes physiques dont les ressources de l'année N-2, n'excèdent pas les plafonds PLS pour l'attribution des logements locatifs sociaux, à titre de résidence principale et occupé au moins huit mois par an.

ERILIA s'engage à reprendre cet article dans les contrats de réservation et actes de vente.

Ce dispositif fera l'objet d'une mention spéciale au service de publicité foncière compétent.

Article 9 - Contrôle de la résidence principale et conséquences en cas de manquement

Article 9- a Cas général

Afin de procéder au contrôle du respect de l'occupation du logement en tant que résidence principale, la CASA ou l'ADIL 06 à qui la CASA aurait délégué cette mission auront, durant le délai de 15 ans à compter de la première remise des clefs qui sera faite lors de la livraison initiale du logement, la possibilité de demander annuellement la transmission, par les acquéreurs, toutes les informations et tous les documents nécessaires au plein exercice de ce contrôle (taxe d'habitation, taxe foncière, avis d'imposition sur les revenus...).

Le non-respect de la clause d'affectation à titre de résidence principale, de même que la non-transmission des justificatifs demandés, entraîneront une information de la part de la CASA ou de l'ADIL 06 auprès des services fiscaux et du ou des organismes prêteurs, d'un ou plusieurs prêts aidés par l'Etat, des conditions d'occupation du logement.

Et

Le non-respect de la clause d'affectation à titre de résidence principale, de même que la non-transmission des justificatifs demandés, entraîneront l'application automatique d'une pénalité annuelle de 200 € par mètre carré de surface habitable au profit de la CASA, sans préjudice de l'exercice par le vendeur d'une action en résolution de la vente.

ERILIA s'engage à reprendre cet article dans les contrats de réservation et actes de vente.

Ce dispositif fera l'objet d'une mention spéciale au service de publicité foncière compétent.

Article 9 -b Cas particulier du contrôle du respect des conditions de l'autorisation de la mise en location

Afin de procéder au contrôle du respect des conditions de l'autorisation de la mise en location, le vendeur, la CASA ou l'ADIL 06 à qui la CASA aurait délégué cette mission, auront, durant le délai de 15 ans à compter de la première remise des clefs qui sera faite lors de la livraison initiale du logement, la possibilité de demander annuellement la transmission par les acquéreurs d'une copie du bail afin de s'assurer que le loyer pratiqué est bien conforme à ce qui est stipulé précédemment et la transmission de l'avis d'imposition de l'année N-2 du locataire au moment de son entrée dans les lieux, afin de vérifier que celui-ci répond bien aux critères de ressources.

Le non-respect des conditions particulières de mise en location, de même que la non-transmission des justificatifs demandés, entraîneront une information de la part de la CASA ou de l'ADIL 06 auprès des services fiscaux et du ou des organismes prêteurs, d'un ou plusieurs prêts aidés par l'Etat, des conditions d'occupation du logement.

Et

Le non-respect des conditions particulières de mise en location, de même que la non-transmission des justificatifs demandés, entraîneront l'application automatique d'une pénalité annuelle de 200 € par mètre carré de surface habitable au profit de la CASA, sans préjudice de l'exercice par le vendeur d'une action en résolution de la vente.

ERILIA s'engage à reprendre cet article dans les contrats de réservation et actes de vente.

Ce dispositif fera l'objet d'une mention spéciale au service de publicité foncière compétent.

Article 10- Revente du logement

Afin que le logement conserve son caractère social pendant le délai de 15 ans suivant sa première occupation, les reventes devront respecter la procédure ci-dessous.

Article 10-a Plafonnement du prix de revente

Pendant un délai de 15 ans courant à partir de la date de la première levée d'option d'achat, toute mutation quelle qu'elle soit ne pourra être consentie à un prix supérieur au prix d'acquisition TTC

actualisé en fonction de l'évolution de l'indice INSEE du coût de la construction (l'indice de base étant le dernier publié au jour de l'acquisition et l'indice de révision, le dernier publié au jour de la notification par l'accédant de son intention de vendre).

ERILIA s'engage à reprendre cet article dans les contrats de réservation et actes de vente.

Ce dispositif fera l'objet d'une mention spéciale au service de publicité foncière compétent.

Article 10-b Revente du logement

Si le propriétaire l'autorise, la CASA propose la recherche d'un acquéreur répondant aux critères ci-dessous :

- ✓ Personne physique
- ✓ Sous conditions de plafonds de ressources PSLA.

Néanmoins, dans le cas où aucun candidat acquéreur répondant aux critères ci-dessus ne serait trouvé dans un délai de trois mois à partir de la date de mise en publicité de l'annonce de revente du logement par la CASA, le propriétaire pourra vendre son logement à un tiers répondant aux critères ci-dessus, au prix de vente déterminé à l'article 10-a-plafonnement du prix de revente.

Ce tiers acquéreur s'engagera à affecter le bien à sa résidence principale pour le temps restant à courir jusqu'à l'écoulement du délai de 15 ans d'obligation d'occupation en tant que résidence principale du logement.

ERILIA s'engage à reprendre cet article dans les contrats de réservation et actes de vente.

L'ensemble de cet article fera l'objet d'une mention spéciale au service de publicité foncière compétent.

Article 11 - Modalités de suivi de la convention

ERILIA transmettra à la demande de la CASA un état d'avancement hebdomadaire des contrats de réservation (cf. article 6 de la présente convention) et un bilan final à la fin de la commercialisation.

A l'issue d'une période de 4 mois à compter du lancement de la commercialisation, pour les logements qui ne sont pas réservés, la procédure de commercialisation deviendra, si besoin et d'un commun accord avec les parties, la suivante :

- Abandon du dépôt du dossier de candidature auprès d'un huissier de justice
- Les candidats pourront prendre contact directement avec l'opérateur en charge de la vente des logements.

Les conditions d'éligibilités initiales restent inchangées telles que rappelées ci-dessous :

- Le candidat personne physique, s'engage à affecter le logement à la résidence principale aux conditions inscrites dans la présente convention
- Le candidat est primo accédant au sens indiqué dans la présente convention

- Le revenu fiscal de référence du ou des candidats est sous plafond de ressource PSLA pour l'accession sociale (année n-2).

Toutes les conditions d'occupation du logement s'imposent aux candidats issus de cette procédure.

Le prix plafond des logements reste conforme aux conditions initiales de la présente convention.

Article 12 - Avenants

Toute modification des conditions ou des modalités d'exécution de la présente convention, définie d'un commun accord entre les parties, fera l'objet d'un avenant.

Celui-ci précisera les éléments modifiés de la convention, sans que ceux-ci ne puissent conduire à remettre en cause les objectifs généraux définis à l'article 1er.

Fait à Sophia Antipolis le,

en 2 exemplaires,

Pour l'Opérateur
ERILIA
Le Directeur Général

Pour la Communauté d'Agglomération
Sophia Antipolis
Le Président

Frédéric LAVERGNE

Jean LEONETTI

Résidence "LES CLAPS II" - ACCESSION ENCADREE

GRILLE DE PRIX

chemin des Lisets - 06 330 ROQUEFORT LES PINS

8 logements

N° lot	Bâtiment	Logt n°	Niveau	Type	SH	Surface loggia	Surface terrasse	SU minimisée	SU gge compris	Prix logement TTC	Prix logement HT
	A	A201	R+2	T3	61,70	9,00	5,40	68,90	74,90	209 800 €	174 833,33 €
	A	A202	R+2	T3	68,40		9,00	72,90	78,90	232 600 €	193 833,33 €
	A	A203	R+2	T2	46,90		9,00	51,40	57,40	159 500 €	132 916,67 €
	A	A204	R+2	T4	81,00		9,10	85,50	91,50	275 400 €	229 500,00 €
	B	B004	RDC	T4	81,40		9,90	85,90	91,90	276 800 €	230 666,67 €
	B	B101	R+1	T4	77,60	14,60		84,90	90,90	263 800 €	219 833,33 €
	C	C002	RDC	T2	51,60		35,60	56,10	62,10	175 400 €	146 166,67 €
	C	C201	R+2	T4	76,70	9,00		81,20	87,20	260 800 €	217 333,33 €

Prix/m²/SH : 3 400 € TTC (parking compris)

Résidence "LES CLAPS II" - PSLA

GRILLE DE PRIX

chemin des Lisets - 06 330 ROQUEFORT LES PINS
4 logements

Prix/m² / SH : 2900 € TTC (1 stationnement inclus)

Part locative : 10,51 € X SU (maximum zone A - agrément 2020)

N° lot	Bâtiment	Logt n°	Niveau	Type	SH	Surface Loggia	Surface terrasse	SU minimisée	SU gge compris	Prix logement TTC	Prix logement HT	Part locative max	Part locative proposée
	A	A004	RDC	T4	81,00		57,4	85,50	91,50	234 900 €	222 654,03 €	961,67 €	950,00 €
	A	A104	RDC	T4	81,00	9,00		85,50	91,50	234 900 €	222 654,03 €	961,67 €	950,00 €
	B	B001	RDC	T4	77,60	14,60	14,7	89,40	95,40	225 000 €	213 270,14 €	1 002,65 €	1 000,00 €
	C	C001	RDC	T4	77,60		53,8	82,10	88,10	225 000 €	213 270,14 €	925,93 €	900,00 €

SCORING « Le Hameau des Claps II » -Roquefort les Pins

Réactivité au dépôt de dossier de candidature (n° du dossier enregistré par l'huissier de justice) :

- Du dossier n°1 enregistré par l'huissier au dossier n° 12 : 4 points
- Du dossier n°13 enregistré par l'huissier au dossier n° 25 : 3 points
- Du dossier n°26 enregistré par l'huissier au dossier 38 : 2 points

(Au-delà pas de point)

Equilibre Générationnel (Age des candidats)

- Moins de 30 ans : 4 points
- Entre 30 et 50 ans : 3 points
- Plus de 50 ans : 2 points

Nature de l'occupation du logement actuel du candidat (Social/ cohabitation parents/enfants) :

- Social Roquefort les Pins : 8 points
- Social CASA Hors Roquefort les Pins : 2 points
- Cohabitation Parents/enfants sur Roquefort les Pins : 4 points

(Hors CASA pas de point)

Lieu et ancienneté de la résidence actuelle du candidat :

- Roquefort les Pins : 10 points (+6 points si depuis plus de 3 ans)
- CASA : 5 points (+ 3 points si depuis plus de 3 ans)

(Hors CASA : pas de point)

Ressources (Revenu fiscal de référence année N-2) :

- Sous plafond de ressources PLAI : (4 points)
- Sous plafond de ressources PLUS (3 points)
- Sous plafond de ressources PLS (2 points)

(Au-dessus des plafonds PLS, pas de point)

Développement Durable (rapprochement lieu de travail/lieu de résidence) -Nombre de contrat de travail

Pour un couple :

- 2 contrats de travail sur Roquefort les Pins : 8 points
- 1 contrat de travail sur Roquefort les Pins : 4 points
- 2 contrats de travail sur la CASA hors Roquefort les Pins : 4 points
- 1 contrat de travail sur la CASA hors Roquefort les Pins : 2 points

(Hors CASA pas de point)

Pour un célibataire ou une famille monoparentale

- 1 contrat de travail sur Roquefort les Pins : 8 points
- 1 contrat de travail sur la CASA hors Roquefort les Pins : 4 points

Adéquation composition familiale / Logement

- Adéquation immédiate : 4 points (exclusivement pour les couples ou personne seule avec 2 enfants et plus)

En cas d'égalité en nombre de point obtenu entre des candidats, il est proposé que ce soit le numéro d'enregistrement de dossier le plus petit qui l'emporte favorisant le ménage qui a déposé le dossier de candidature le plus rapidement.

AR receptionné - Imprimer

Date de l'acte : 06/12/2021
Numéro : BC_2021_214
Nature : DE - Deliberations
Objet : Roquefort les Pins - Encadrement de la commercialisation et de l'occupation d'un programme 12 logements en accession sociale et encadrée à la propriété- "LES CLAPS II" -Convention de partenariat avec ERILIA
Matière : 8.5 - Politique de la ville-habitat-logement

Interlocuteur

Nom : VINCENT Laurence

Suivi des transactions**Accusé d'envoi**

Identifiant : 54R45gK

Accusé de réception préfecture

Date de réception : 14/12/2021
Identifiant : 006-240600585-20211206-BC_2021_214-DE

Acte reçu

Date : 06/12/2021
Numéro interne : BC_2021_214
Code nature : 1
Code matière 1 : 8
Code matière 2 : 5
Objet : Roquefort les Pins - Encadrement de la commercialisation et de l'occupation d'un programme 12 logements en accession sociale et encadrée à la propriété- "LES CLAPS II" -Convention de partenariat avec ERILIA

Classification utilisée : 29/08/2019
Document : 99_DE-006-240600585-20211206-BC_2021_214-DE-1-1_1.PDF

Annexes

Nombre : 5
99_SE-006-240600585-20211206-BC_2021_214-DE-1-1_2.PDF
99_SE-006-240600585-20211206-BC_2021_214-DE-1-1_3.PDF
99_SE-006-240600585-20211206-BC_2021_214-DE-1-1_4.PDF
99_SE-006-240600585-20211206-BC_2021_214-DE-1-1_5.PDF
99_SE-006-240600585-20211206-BC_2021_214-DE-1-1_6.PDF

N